

Définitions et missions des musées

François Mairesse¹

La définition du musée est évidemment plus ancienne que celle de l'ICOM : il en existe depuis au moins trois siècles. J'évoquerai juste celle de George Brown Goode, ichtyologue, directeur-adjoint à la Smithsonian Institution de Washington et surtout l'un des premiers « muséologues modernes », qui date de 1896 ; il décrit le musée comme :

« an institution for the preservation of those objects which best illustrate the phenomena of nature and the works of man, and the utilization of these for the increase of knowledge and for the culture and enlightenment of the people. »²

Brown Goode met en relief à la fois l'importance des objets et la recherche qui sous-tend le travail muséal. La fin du XIX^e siècle constitue à cet égard un moment important pour la professionnalisation du secteur, à travers notamment la création de la Museums association britannique. Le principe même de professionnalisation suppose une réflexion sur ce qui fait l'essence du travail muséal, donc la nature du musée. L'approche de Brown Goode n'est pas la seule, mais elle souligne notamment l'aspect scientifique du musée, comme l'a évoqué Bruno David dans son introduction à cette journée.

L'institutionnalisation de l'ICOM, en 1946, nécessite la rédaction de statuts, lesquels supposent à leur tour que l'organisation précise qui sont ses membres (il s'agit d'une association loi 1901). L'ICOM regroupant les professionnels de musées, il convient donc de définir cette institution dans son sens large – aussi bien les muséums que les musées de beaux-arts ou d'ethnographie. Dans la première définition,

« Le mot « musée » désigne toutes les collections de documents artistiques, techniques, scientifiques, historiques ou archéologiques ouvertes au public, y compris les jardins zoologiques et botaniques, mais à l'exclusion des bibliothèques, exception faite de celles qui entretiennent en permanence des salles d'exposition » (Article 2, Section II, 1946)³.

Le musée est donc d'abord défini à partir de sa collection. Il inclut par ailleurs un certain nombre d'institutions qui ne sont pas toujours intitulées « musée » mais qui sont intégrées au sein de l'ICOM comme des musées : les parcs zoologiques, les jardins botaniques, etc., bref ce qui progressivement constituera une liste de plus en plus longue (qui inclura les centres de science ou des centres de restauration) évoquant le monde muséal rassemblé autour de l'ICOM.

Cette définition s'est transformée à de multiples reprises (1951, 1961, 1974, 1989, 1995, 2001, 2007). Certains moments ont sans doute été plus décisifs que d'autres. L'un de ces moments majeurs est lié à la crise de 1971 au sein de l'ICOM. Selon Hugues de Varine qui était alors le directeur de l'organisation, si on n'en est pas venu aux mains lors de

¹ Professeur à la Sorbonne nouvelle, titulaire de la Chaire UNESCO sur l'étude de la diversité muséale et son évolution (CERLIS, CNRS, Labex ICCA).

² BROWN GOODE G., "The principles of museum administration", *Report of Proceedings with the papers read at the sixth annual general meeting, held in Newcastle-upon-tyne, July 23rd-26th, London, Dulau, 1896*, p. 69-148.

³ L'ensemble des définitions de l'ICOM est repris dans MAIRESSE F. (Ed.), *Définir le musée du XXI^e siècle. Matériaux pour une discussion*, Paris, ICOFOM, 2017.

l'Assemblée Générale de 1971 à Grenoble, on n'en était pas loin⁴ : les jeunes générations de conservateur réclamaient alors énergiquement du changement, considérant que le musée devait s'adapter à la société. C'est sans doute un moment de tensions relativement similaire que l'on a vécu à Kyoto, même si l'ICOM a beaucoup changé depuis les années 1970. En revanche, Varine se souvient que la définition elle-même, qui a résulté trois ans plus tard de cette volonté de transformation, a été adoptée avec un large consensus (comme toutes les définitions de l'ICOM). La définition de 1974 est connue, elle a très largement transformé le paysage définitionnel du musée et globalement, elle n'a pas beaucoup évolué depuis lors :

« Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation » (1974).

On y retrouve des notions qui nous apparaissent comme fondamentales, notamment le fait que le musée soit « au service de la société et de son développement », ou qu'il soit une institution « sans but lucratif ». Cette définition semble avoir longtemps fait l'unanimité autour d'elle ; elle a pourtant assez rapidement été contestée, notamment par l'association britannique qui en 1998, après avoir pourtant adopté la définition de l'ICOM, décide de s'en séparer pour produire sa propre définition :

« Museums enable people to explore collections for inspiration, learning and enjoyment. They are institutions that collect, safeguard and make accessible artefacts and specimens, which they hold in trust for society. This definition includes art galleries with collections of works of art, as well as museums with historical collections of objects. » (1998)⁵

La Museums association place ainsi les gens au cœur de l'institution : « Museums are for people », ce qui marque un désir de changement en regard de la définition précédente, encore largement marquée par « la société », « les témoins matériels de l'homme et de son environnement », ainsi que la recherche. La dernière transformation opérée au sein de l'ICOM, en 2007 et avec un large consensus, est également issue d'un processus assez long dans lequel beaucoup de membres de l'ICOM (sachant manier la langue de Shakespeare) se sont impliqués, et pour lesquels l'ICOFOM s'est assez largement investi, en produisant notamment une monographie (*Vers une redéfinition du musée ?*)⁶. La définition de 2007 est

⁴ Conversation personnelle avec l'auteur, janvier 2020, et article inédit : « Lorsqu'il fallut préparer la IX^{ème} Conférence générale, qui devait se tenir à Paris et Grenoble, le Conseil Exécutif décida d'adopter le thème "Le musée au service des hommes aujourd'hui et demain" et d'inviter comme conférenciers principaux des personnalités politiques : deux ministres français, des ministres allemand et soviétique, un ancien ministre du Dahomey (Bénin aujourd'hui), Stanislas Adotevi, et le concepteur des nouveaux musées nationaux du Mexique, Mario Vazquez. Après un discours inaugural à Paris du ministre français de la culture, Jacques Duhamel, qui prit des libertés avec l'orthodoxie de son propre ministère, suivi à Dijon de celui du ministre de l'environnement, Robert Poujade, qui annonça un nouveau concept appelé écomusée pour les musées liés à la nature et à l'environnement, les séances de Grenoble entendirent entre autres Mario Vazquez qui demanda que les musées soient d'abord faits pour les peuples et se libèrent des contraintes imposées par la tradition européenne, puis Stanislas Adotevi qui revendiqua la dé-européanisation des cultures et des musées en Afrique.

Cette succession de points de vue non-conformistes encouragea un groupe de jeunes participants de nombreux pays, surtout d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud, à demander, de façon parfois véhémente, une modernisation du musée, de ses missions et de ses pratiques, et aussi une modernisation de l'ICOM, de ses structures et du statut de ses membres. La majorité restée attachée à la tradition réagit vigoureusement et il y eut des débats acharnés entre les Anciens et les Modernes, qui furent finalement arbitrés par le président sortant, Arthur van Schendel, et le nouveau président, Jan Jelinek ».

⁵ Site internet de la Museums Association (<https://www.museumsassociation.org/about/frequently-asked-questions>)

⁶ MAIRESSE F., DESVALLÉES A. (Dir.), *Vers une redéfinition du musée ?*, Paris, l'Harmattan, 2007. Traduction en anglais en 2010, traduction en espagnol en 2019.

bien connue – elle est encore utilisée de nos jours et ne paraît pas avoir radicalement changé par rapport à celle de 1974.

« Un musée est une institution permanente sans but lucratif au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation » (2007).

Ce sont en effet essentiellement les notions de patrimoines matériel et immatériel de l'humanité qui ont été ajoutées. En revanche, un élément, qui est peut-être plus fondamental que ce que l'on imaginait à l'époque a été retiré : c'est la fameuse liste des institutions reconnues par l'ICOM comme musées, et qui comprenait neuf catégories détaillées. C'est notamment cette liste qui permettait, pour les comités nationaux, d'identifier les établissements dont les professionnels pouvaient devenir membres et ceux qui n'entraient pas dans le cadre général ou pour lesquels une discussion devait s'imposer. Cette liste permettait par ailleurs de souligner que la définition générale avait des limites (du fait de son caractère général), et que pour l'adapter, il était plus facile de travailler sur la liste afin de préciser les membres que l'on souhaitait intégrer, plutôt que de chercher à englober toutes les formes muséales à travers la définition générale.

La définition de 2007 illustre en outre la continuité qui s'est opérée entre toutes les définitions précédemment envisagées par les générations de professionnels de l'ICOM : si l'on prend les termes utilisés dans les définitions précédentes (*en italiques et datés entre parenthèse*), on peut voir à l'œuvre ce principe de continuité, nous reliant avec les générations précédentes.

« Un musée est une *institution* (1961) *permanente* (1951) *sans but lucratif* (1974) *au service de la société et de son développement* (1974), *ouverte au public* (1946), *qui acquiert* (1974), *conserve* (1951), *étudie* (1951), *expose* (1951) et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité *et de son environnement* (1974) *à des fins d'études* (1961), *d'éducation* (1961) *et de délectation* (1961) ».

La définition de 2007 résulte donc d'une longue sédimentation entre ces différents moments d'évolution et a intégré l'ensemble des discussions des professionnels sur le principe du musée, de manière harmonieuse et en respectant les générations de professionnels qui se sont succédé.

Le processus qui a été mis en œuvre à partir de 2016 sous la houlette de Jette Sandahl, a conduit à la création d'un comité (MDPP1), en parallèle à toute une série de réflexions, notamment celles initiées au sein d'ICOFOM (qui a organisé une dizaine de colloques dans le monde et produit plusieurs monographies sur la définition⁷). La définition suggérée par le MDPP1 à Kyoto, on le sait, est radicalement différente des précédentes. Si l'on tente le même exercice que pour la définition de 2007, on obtient :

Les musées sont des lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques, dédiés au dialogue critique sur les passés et les futurs. Reconnaisant et abordant les conflits et les défis du présent, ils sont les dépositaires d'artefacts et de spécimens pour la *société* (1974). Ils sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au *patrimoine* (2007) pour tous les peuples.

⁷ Outre la monographie déjà citée, il s'agit de BRULON SOARES B., BROWN K., NAZOR O. (Ed.), *Defining Museums of the 21st century: plural experiences*. Paris, ICOFOM, 2018 et de CHUNG Y. S. S., LESHCHENKO A., BRULON SOARES B., *Defining the Museum of the 21st Century. Evolving Multiculturalism in Museums in the United States*, Paris, ICOFOM/ICOM. Ces monographies peuvent être téléchargées à partir du site internet d'ICOFOM.

Les musées n'ont pas *de but lucratif* (1974). Ils sont participatifs et transparents, et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, *étudier* (1951), interpréter, *exposer* (1951), et améliorer les compréhensions du monde, dans le but de contribuer à la dignité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire.

L'exercice de repérage des termes antérieurement utilisés par l'ICOM révèle une volonté de changement pour le moins radicale, puisque seuls cinq termes (sur près de cent) proviennent de définitions précédentes. Emilie Girard, pour ICOM France, avait réalisé un travail assez similaire mais tourné vers l'histoire immédiate, afin d'examiner comment la proposition de définition débattue à Kyoto reflétait les 269 propositions de définitions qui avaient été présentées en 2019 par des membres ou par des comités nationaux ou internationaux, lors de l'appel à propositions réalisé par l'ICOM durant cette année.

Les musées sont des lieux (23,8%) de démocratisation (5,2%) inclusifs (9,3%) et polyphoniques (0,4%), dédiés au dialogue critique (7,4%) sur les passés (au pluriel, 0,4% - au singulier, 13,4%) et les futurs (au pluriel, 0,4% - au singulier, 20%). Reconnaisant et abordant les conflits (0,4%) et les défis (3%) du présent (13,4%), ils sont les dépositaires d'artefacts (4,8%) et de spécimens (1,1%) pour la société (31,6%). Ils sauvegardent (6%) des mémoires (14,1%) pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits (1,9%) et l'égalité d'accès (11,5%) au patrimoine (46%) pour tous les peuples (17,1%).

Les musées n'ont pas de but lucratif (23%). Ils sont participatifs (8,2%) et transparents (5,2%), et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés (13,8%) afin de collecter (12,3%), préserver (26%), étudier (37,2%), interpréter (7,4%), exposer (34,9%), et améliorer les compréhensions (8,2%) du monde, dans le but de contribuer à la dignité humaine (1,9%) et à la justice sociale (0,7%), à l'égalité (4,5%) mondiale et au bien-être (0,4%) planétaire⁸

Certains termes génériques (société, préservation, étude, exposition) ont largement été utilisés par les contributeurs ; en revanche, un grand nombre d'autres (et notamment un certain nombre des termes ayant suscité le plus de discussions, comme « polyphonique », « justice sociale », etc., semblent bien peu refléter les propositions des membres de l'ICOM.

Si la définition de Kyoto ne reflète ni réellement les propositions émises par les membres, ni les définitions précédentes, quelle en serait l'origine ? On a plusieurs fois évoqué la difficulté d'interpréter cette proposition comme une définition *stricto-sensu*, soulignant son caractère de « mission statement » ou de « value statement ». Il est intéressant, à cet égard, de prendre l'un de ces « mission statement », tel que celui présenté par le musée des Cultures du monde de Göteborg (qui a été dirigé par Jette Sandahl) – il se trouve sur son site Internet actuel. On y décèle un air de famille pour le moins révélateur avec la définition de Kyoto :

« The aim of the Museum of World Culture is to function as a platform for dialogues and reflections, where many different voices can be heard and controversial and contentious topics discussed – a place where people can feel at home and reach across borders »⁹

« Le but du Musée des Cultures du Monde est de fonctionner comme une plateforme de dialogue et de réflexion, où différentes voix peuvent être entendues et où la controverse et les contentieux peuvent être discutés. C'est un lieu où les gens

⁸ Voir le site d'ICOM France : <https://www.icom-musees.fr/index.php/actualites/proposition-de-la-nouvelle-definition-du-musee>

⁹ Voir le site du musée : <http://www.varldskulturmuseerna.se/en/varldskulturmuseet/about-the-museum/>

peuvent se sentir chez eux et en même temps, traverser les frontières. » (ma traduction)

Ces principes polyphoniques et réflexifs, tels qu'évoqués dans le *Mission statement* du musée de Göteborg, sont salués par Peter et Leontine van Mensch qui le présentaient dans un ouvrage publié en 2015¹⁰ (*New trends in museology II*) en soulignant que si le musée de Göteborg continue comme tout musée classique de travailler avec des collections (apparemment très bien mises en valeur, si l'on en juge à son inventaire numérisé) et de les exposer, sa mission, telle qu'il l'exprime à travers cette phrase, se détache singulièrement de cette logique pour affirmer son engagement social. Un tel *mission statement* présente une réelle cohérence avec les principes d'un musée comme celui des Cultures du monde, et bien d'autres établissements pourraient s'en réclamer de la même manière, bien que les *mission statements* diffèrent en fonction des musées. La définition de la mission d'un musée, dans le management des organisations, vise à formuler, en un court paragraphe, la nature d'une entreprise, ainsi que les valeurs et les objectifs que ses dirigeants et l'organisation veulent se donner et partager avec leurs parties prenantes. Le *mission statement* se présente comme une feuille de route, un énoncé des principaux objectifs et des buts à atteindre, dans le cadre d'une réflexion stratégique¹¹. Cette logique stratégique apparaît effectivement importante à souligner pour les musées. Elle diffère cependant largement de ce qui est attendu par l'ICOM pour sa propre définition.

Car en conclusion, si la définition de l'ICOM est d'abord une définition, assez classique, c'est parce qu'elle s'intègre dans un texte qui a un statut légal. Elle vise très clairement à relier les membres, à définir qui peut être affilié à l'ICOM et non pas quels sont les objectifs de l'organisation ou ceux de chaque musée. Elle permet aussi aux comités nationaux de l'ICOM de mieux répondre à la question de ceux qui pourraient devenir membres de l'organisation, et ceux qui ne le pourraient pas. Elle est par ailleurs liée à un certain nombre de textes légaux : on retrouve cette définition dans beaucoup de droits nationaux (comme l'a montré Michèle Rivet dans un important texte d'analyse sur la place de la définition de l'ICOM dans les droits nationaux¹² et surtout au sein de l'UNESCO qui l'a adopté dans sa recommandation de 2015, un texte fondamental pour un grand nombre d'Etats membres n'ayant pas de législation sur les musées. Elle n'appartient donc plus totalement à l'ICOM, en quelque sorte, mais aussi à ses différentes parties prenantes.

La notion même de définition, telle qu'elle est entendue ici pour les statuts, n'est effectivement pas reliée directement à une réflexion stratégique – qui dépend des contextes dans lesquels chaque musée évolue. La réflexion stratégique comme la définition constituent deux éléments fondamentaux pour penser le musée et son évolution, mais qu'il est important de différencier.

¹⁰ MENSCH P & L. VAN, *New Trends in Museology II*, Celsje, Museum of Recent History, 2015, p. 15.

¹¹ MAIRESSE F., *Gestion de projets culturels. Conception, mise en œuvre, direction*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 26-31.

¹² RIVET M., « La définition du musée : que nous disent les droits nationaux », in MAIRESSE F. (2017), *op. cit.*, p. 53-123.